

Belgique

Un froid de canard

Benoît Lechat

Fragments totalement subjectifs des trois premiers mois de 2006. Où il est notamment question du temps qu'il a fait, de la dure vie des canards en tous genres, des statistiques de la Fédération belge de l'industrie automobile et du cycle (Febiac), de la seconde réforme fiscale et du solde primaire, de l'art de jouer au golf dans les montées, de la politique de l'emploi. Mais aussi plus prosaïquement de l'avenir de la coalition libérale-socialiste à un an des élections fédérales.

DE LA MANIÈRE DE NE PAS TOUCHER UN OISEAU MORT

Les trois premiers mois de l'année 2006 sont glacials. Même si l'Institut royal de météorologie va sans doute assurer que l'hiver a été parfaitement dans la moyenne des hivers de tout le siècle précédent, les Belges sont frappés par la persistance d'un froid piquant sur l'ensemble du pays. Aux vacances de Carnaval, la neige est tombée massivement. Les pistes de ski des Ardennes ont été envahies par des

cohortes de randonneurs venus des trois régions du pays. Sur le plateau des Fagnes, les chasse-neiges ont travaillé durement pour créer assez de places de parking afin de permettre à des milliers de voitures de se garer. Il y avait longtemps que de tels murs de neige n'y avaient été vus. Durant deux weekends d'affilée, les naturalistes du cru tremblent pour la quiétude de la petite vingtaine de tétras-lyre survivante dans cette partie de l'Europe. Mais au même moment, ce sont d'autres volatiles que traquent les journalistes. Les oies vieillissantes surprises dans la glace de quelque étang de Campine, un cygne agonisant dans un parc de centre-ville, des canards intoxiqués par la pollution, deviennent des vedettes médiatiques. On donne des consignes précises sur la manière de ne pas toucher un oiseau mort. Un bourgmestre de la province de Namur a appelé en urgence les services vétérinaires fédéraux après la découverte de quelques poulets décapités abandonnés au bord d'une route, sans doute sacrifiés par leur propriétaire dépourvu de poulailler où les abriter d'une éventuelle contagion par ces satanés oiseaux migrateurs qu'on ne contrôle décidément pas du tout. Les journalistes ne courent pas encore comme des poulets sans tête, mais la télévision organise des directs devant l'hôpital Saint-Pierre où un homme rentré de Turquie a été hospitalisé avec

quelques symptômes pouvant faire penser à la grippe aviaire. On voit le malheureux reporter réquisitionné pour cet exercice de haute voltige journalistique affirmer qu'à l'heure où il nous parle, on n'a pas encore de nouvelles du malade, mais qu'il faut être rassuré parce que tout est en place afin d'éviter la moindre contagion. On enchainera plus tard sur les scandales du football où quelques pauvres diables pas vraiment rouges ayant succombé au chantage de la mafia chinoise volent désormais la vedette aux parvenus du logement social wallon. La mondialisation a des côtés surprenants et décidément elle n'épargne plus personne: le vilain argent sale menace désormais les basses-cours et le championnat de Belgique de première division.

UNE BAGNOLE DANS LE VENTRE

Heureusement, en mars 2006, les statistiques de la vente de voitures sont bonnes. Si pas pour le climat, au moins pour les marchands de bagnoles et pour le budget de l'État. Les immatriculations de voitures neuves ne cessent de grimper depuis le début de l'année. Ce mois-là, elles auront atteint le niveau record de 64 963 véhicules, soit 25,2 % de plus qu'en mars 2005 (51 869), annonce fièrement la Febiac. Il paraît que c'est l'effet du Salon de l'auto, cette grande fête de la culture automobile, une institu-

tion où se presse (presque) toute la classe politique. En tout, sur les trois premiers mois de l'année, ce ne sont pas moins de 177 645 voitures neuves qui ont été vendues. Là aussi tout va mieux qu'en 2005 puisqu'on en a vendu 20 % de plus. On va lentement, mais sûrement enfin parvenir à avoir 5 millions de voitures en Belgique. Peut-être même bien que ce sera avant la fin du gouvernement Verhofstadt II et qu'il pourra le mettre à son actif comme indice du bonheur individuel et collectif des Belges. Pourtant, le prix des carburants ne cesse d'augmenter. En mars, le brent de la mer du Nord est à 61,90 dollars le baril, soit 3 % de plus qu'en février. Le prix de l'essence à la pompe est à 1,38 euro pour l'Euro 95... Encore bien que nous avons l'euro, du moins si on se place du point de vue de ceux qui pensent que la consommation de carburants fossiles est un bienfait pour la civilisation. On ne sait pas si les Belges ont des idées totalement arrêtées sur la question, mais ce qui est certain, c'est qu'ils sont prêts à beaucoup de sacrifices pour pouvoir continuer à brûler de l'essence. La part de la consommation des ménages consacrée aux transports (dans laquelle l'automobile représente près de 95 %) est passée de 12,5 % en 1979 à 14,5 % en 1996 et à quasi 18 % en 2004. Sur la même période, 60 % de l'augmentation de la consommation ménagère est allée

vers la voiture¹. On dépense de plus en plus pour sa voiture. Le dernier Eurobaromètre consacré à l'énergie, en mars dernier, montre que cet attachement est largement partagé par les Européens. À peine 22 % d'entre eux utiliseraient leur véhicule « beaucoup moins souvent » et 31 % « un peu moins souvent » si le litre d'essence était à 2 euros. On est donc à des années-lumière d'une participation enthousiaste du secteur du transport à la division par quatre des émissions de gaz à effet de serre, exercice pour tout dire indispensable si nous voulons limiter la hausse moyenne globale des températures à deux degrés et éviter la détérioration radicale des conditions de (sur-)vie de tas d'espèces vivantes dont les tétras-lyres, les canards pilets et les êtres humains.

LE GRAND DÉFI DE DIDIER REYNDERS

Le 10 mars à 19h40, le ministre libéral des Finances est l'invité de l'émission de RTL « le Grand défi » où il annonce qu'il veut réaliser une nouvelle réforme fiscale. Son plan de com' est bien monté. Après sept ans, c'est presque une routine. Bien rôdé, Didier Reynders commence par la grosse artillerie avec une émission de grande audience que regardent 400 000 téléspec-

tateurs, se réjouira le site du MR en montrant toutes les photos de l'« évènement » (elles y sont toujours sur www.mr.be). Puis, comme d'habitude quand il s'agit d'annoncer des mesures « positives » pour le contribuable, Didier Reynders a mis deux journaux dans la confidence en leur promettant l'exclusivité des détails. *Le Soir* qu'il juge trop socialiste ne fait pas partie des heureux bénéficiaires de la manne médiatique. Ce n'est pas une nouveauté, les relations entre le ministre des Finances et la rédaction de la rue Royale ne sont pas au beau fixe. *La Dernière Heure*, dont le tirage est l'un des seuls de la presse écrite à monter quasiment sans interruption ces dernières années, explique en détail ce que les Belges vont gagner. L'objectif affiché par le ministre des Finances est d'augmenter le salaire net afin de lutter contre le chômage, en creusant l'écart entre les salaires les plus bas et les allocations. Mais l'ambition non assumée (du moins en public) pourrait être de faire passer la pilule d'une future modération salariale au menu de la prochaine négociation interprofessionnelle et surtout de donner à la classe moyenne le signal qu'avec le MR, des réductions d'impôts sont encore à espérer. Le partenaire socialiste réagit d'ailleurs non sans un certain

embarras. Difficile exercice que de concilier l'orthodoxie budgétaire (et la défense des fonctions collectives qu'elle rend possible) et la critique d'une augmentation du revenu net, plutôt populaire au sein de la classe moyenne sur laquelle lorgne également le PS. Si au bilan, la réforme fiscale de 2000 n'a pas donné vraiment l'impression au Belge d'une hausse de ses revenus, en revanche il est au moins une disposition de la nouvelle réforme proposée qui aurait cet impact objectif. Il s'agit de l'adaptation du précompte professionnel permettant à certains contribuables qui bénéficient de remboursements d'impôt de ne pas attendre les deux ans habituels, mais de voir leur retenue à la source directement intégrer ce remboursement. Une opération en apparence neutre pour tout le monde, pour l'État (si on fait abstraction des intérêts non perçus sur les sommes remboursées anticipativement) comme pour le contribuable mais qui donnerait une impression de gain net immédiat aux contribuables. C'est pour bientôt les portefeuilles qui gonflent pour de vrai ?

POURQUOI S'EN FAIRE QUAND « TOUT » VA BIEN ?

Après l'annonce des chèques-mazout destinés à aider les particuliers à affronter la hausse des prix des carburants de chauffage, voilà en tout cas une nouvelle tentative de l'aile libérale de la majorité fédérale

¹ Selon des statistiques INS rassemblées par Jos Schoonbrodt.

pour remonter la pente et, qui sait, poser les jalons d'un gouvernement Verhofstadt III après 2007... Mais la situation des finances publiques permet-elle autant de prodigalité? L'estimation du cout total de l'ensemble des mesures proposées avoisine les quatre milliards d'euros sur une base annuelle. Elle cadre mal avec l'engagement pris par le gouvernement belge dans le cadre du pacte de stabilité, même si Didier Reynders la verrait bien entrer progressivement en vigueur sur la période 2007-2011. Or c'est là que se situe le choix à faire pour les prochaines décennies. Comme ne cesse de répéter le Conseil supérieur des finances, pour qu'elle puisse faire face à l'impact du vieillissement sur ses finances publiques (et singulièrement sur la sécurité sociale), il faut que la Belgique fédérale dégage un surplus budgétaire (que ses recettes dépassent ses dépenses) équivalant à 1,5 % du PIB entre 2011 et 2018, les autres niveaux de pouvoir (Bruxelles, la Communauté Wallonie-Bruxelles, la Wallonie, la Communauté germanophone, la Flandre...) devant au moins se maintenir à l'équilibre. Cette exigence est évidemment mise en sourdine dans la communication gouvernementale qui insiste plutôt sur le fait que le budget belge est une nouvelle fois en équilibre. C'est, il est vrai, une prouesse si on compare la Belgique à l'Allemagne ou à la France. Mais la violette

passé aussi sous silence le fait que le surplus primaire belge, c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses sans les charges d'intérêt (c'est-à-dire le véritable indicateur de l'état des finances publiques) est en baisse. Il équivalait encore à 7,1 % du PIB en 2001 à la moitié de l'existence du gouvernement arc-en-ciel et se maintient à 4,3 % en 2006. La réforme fiscale de Verhofstadt I est passée par là. Il y a donc quelque inquiétude à se faire sur la santé des finances publiques à moyen terme et en l'occurrence sur leur capacité à encaisser le choc du vieillissement. Mais ce genre de considérations ne semble pas ébranler le camp libéral qui soutient que toute baisse du taux nominal des impôts augmente leurs recettes. C'est parfois vrai. Mais attention, l'amélioration du rendement fiscal ne tient pas seulement à la baisse des taux nominaux. Les mesures de compensation obtenues en 2002 par la gauche de l'arc-en-ciel pour assurer la neutralité budgétaire de la baisse de l'impôt des sociétés ont fonctionné au-delà de toute espérance et renfloué le Trésor en 2004 à raison de pas moins de 585 millions d'euros, selon un rapport de la Cour des Comptes cité le 8 mars par le *Financieel Economische Tijd*.

COMMENT ESQUIVER LE DÉBAT SUR LA RÉFORME DU MARCHÉ DU TRAVAIL ?

L'autre manière (proclamée par le gouvernement socialiste-libéral) d'assurer la viabilité à long terme des finances publiques et de la sécurité sociale, c'est évidemment la création d'emplois. Tout le monde est à peu près d'accord sur l'objectif. Mais en février 2006, il y avait 590 000 demandeurs d'emploi inoccupés en Belgique. Avec de très fortes disparités régionales et subrégionales. Le chômage est deux fois plus important en Wallonie (16,5 % et 272 000 chômeurs) qu'en Flandre (7,6 %). Pour bien prendre la mesure du scandale dans lequel se trouve l'ancien sillon industriel, regardons les taux de chômage: 30,69 % à Charleroi, 26,43 % à la Louvière, 32,11 % à Liège, 26,35 % à Mons, 18,57 % à Namur, 29,10 % à Verviers et 18,27 % à Tournai. Quand mesurera-t-on réellement l'impact de cette situation sur les personnes qui la subissent quotidiennement et sur la société à laquelle ils participent? Au-delà des indispensables politiques destinées à encourager en Wallonie l'esprit d'entreprendre et la création d'activités économiques d'avenir², la classe politique francophone ne pourra plus esqui-

² Voir le dossier que *La Revue nouvelle* a consacré au Plan Marshall de la majorité socialiste, sociale-chrétienne, « Un plan pour la Wallonie », n° 11, novembre 2005.

ver le débat sur une réforme en profondeur du marché du travail. Mais saura-t-elle s'y engager en évitant la culpabilisation des chômeurs et en développant de vraies politiques d'insertion, singulièrement à l'égard des jeunes? Saura-t-elle également relancer de manière non démagogique le débat sur les pièges à l'emploi? Le problème, c'est que cet important débat risque de se faire dans une ambiance d'affrontement communautaire pas nécessairement propice aux réformes à la fois concertées et novatrices. Tout au long des années nonante, la classe politique flamande a fait de la régionalisation des soins de santé et des allocations familiales sa priorité absolue. Hasard ou pas, cette revendication semble quelque peu (mais prudence tout de même) passer à l'arrière-fond. Est-ce dû à l'amélioration des comptes de l'assurance soins de santé (ils sont en boni en ce début 2006!)? Cette fois, son attention se tourne vers l'emploi. Au CD&V, on a trouvé la solution. Pour que la Wallonie rattrape son handicap, il faut la rendre intégralement responsable de sa politique socioéconomique et régionaliser toutes les conventions collectives de travail afin que les salaires y croissent moins vite

qu'en Flandre et que le handicap de compétitivité dont souffriraient les entreprises wallonnes soit résorbé, assure le parlementaire Ludwig De Caluwé. C'est à ce genre de raccourci qu'une certaine accoutumance francophone aux taux de chômage à deux chiffres mène. Or donner à la question de l'emploi un tour exclusivement communautaire, c'est peut-être la meilleure manière de bloquer toute discussion de fond sur la réforme du marché du travail et s'enliser dans un marasme politique comparable à celui où le délire jacobin du gouvernement de Villepin a mené la France à l'occasion du lancement du CPE. Autrement dit, une réforme de l'État qui imposerait d'en haut une refonte de la gestion de l'assurance chômage, du droit du travail et des conventions collectives serait selon toute vraisemblance condamnée à connaître le même sort que le CPE.

UN THINK TANK CRITIQUE DU « GRADUALISME » BELGE

Mais est-il pour autant possible de réformer en profondeur le marché de l'emploi en procédant par petites touches et de manière progressive? C'est la question que pose l'économiste Johan Albrecht dans une des rares contributions que

l'on trouvera sur le site de l'Itera Institute³, le dernier *think-tank* lancé le 13 mars dernier en présence de tous les Premiers ministres du pays (Verhofstadt, Leterme et Di Rupo) et qui se propose de préparer (en anglais) un projet novateur pour l'ensemble des Régions... Dans une critique en règle de ce qu'il appelle le « gradualisme » (la réforme graduelle de l'État social), il use d'une métaphore audacieusement empruntée au golf: « Un joueur qui doit envoyer la balle dans un trou qui se trouve au sommet d'une colline doit frapper fort, il n'y arrivera jamais en donnant des petits coups. » Autrement dit, pour augmenter le taux d'emploi comme d'autres pays européens l'ont fait avant la Belgique, il ne faudra pas craindre de heurter ce qu'il appelle les « *short-term interests of particular groups* » et réaliser des réformes ambitieuses, au risque de mettre en danger la paix sociale. Celles-ci s'imposeraient avec d'autant plus d'urgence que la Belgique risque, si elle continue sur son actuelle lancée, de ne pas dégager à temps les réserves budgétaires suffisantes pour faire face au défi du vieillissement. Dans l'urgence, il ne resterait que la variable du taux d'emploi pour le relever... On sera intéressé de connaître la suite de la réflexion du *think tank* sur la manière de procéder rapidement à de telles réformes. Mais il faudra attendre les prochaines publications. On y

³ www.iterainstitute. On y trouve notamment Luc Coene, Bernard Focroule, Peter Praet, Etienne Davignon, Maurice Lippens, Willy Peirens, Josly Piette, Michel Hansenne, Mark Eyskens, Carl Devos, Alain Eraly...

suivra avec intérêt les propositions de ces esprits éclairés pour mobiliser toutes les bonnes volontés. Dans l'actuel climat de défiance généralisé à l'égard du monde des entreprises (quelques plans de restructuration imposés par des exigences délirantes de rentabilité n'y sont sans doute pas pour rien), il est peu probable que le volontarisme de quelques-uns suffise à convaincre le plus grand nombre, à lâcher les certitudes d'aujourd'hui pour les incertitudes éventuellement riantes de demain. Même la situation épouvantable dans laquelle se trouve l'emploi wallon ne suffira sans doute pas à convaincre les forces vives francophones (partis, syndicats, associations...) à accepter une modification profonde du système actuel. La gauche francophone continuera encore longtemps à faire de la mondialisation néolibérale ou du capitalisme belge ou multinational les seuls coupables du fait que la Wallonie soit dans le haut du classement européen en matière de sous-emploi dans le secteur privé.

LA VIOLETTE SERAIT FATIGUÉE

Une fois encore, faire de ce problème de fond l'enjeu d'un affrontement communautaire n'est pas la meilleure manière de le régler. Mais c'est aussi un peu par dépit que la classe politique flamande y vient. Dans les partis comme le SPa

ou Groen!, la solidarité Nord-Sud n'a plus la cote dont elle bénéficiait encore il y a peu. En Flandre, le PS est devenu une sorte de repoussoir intégral et le SPa va sans doute surenchérir sur le plan communautaire pour montrer à l'électeur flamand qu'il n'est plus du tout le petit frère d'un parti qui a une image exécrationnelle en Flandre. Privé de sa locomotive Stevaert, il est en effet peu probable que le SPa échappe à un recul électoral, en 2007: son score historique de 2003, (23,5 % et même 25,44 % au Sénat) a déjà été érodé en 2004 à 19,66 %. Or cette fois, au fédéral, Groen! pourrait bien passer au-dessus de la barre des 5 % et la NVA aussi. Il est probable que la division du paysage politique flamand jointe à la montée du Vlaams Belang impose la formation d'une tripartite au niveau fédéral, plus que vraisemblablement sur le modèle de la tripartite flamande. Il devient de plus en plus évident que la coalition libérale-socialiste est au bout du rouleau. Il y a sept ans, elle s'est forgée (avec les Verts en invités de dernière minute) dans l'exaltation du renvoi des sociaux-chrétiens et singulièrement du CVP dans l'opposition. Le ressort de la modernisation — notamment sur le plan éthique — a fonctionné pendant quelque temps, du moins pendant la première partie de Verhofstadt I et puis il s'est détendu progressivement. Un climat de défiance s'est

installé, non seulement entre socialistes et libéraux, mais également entre Flamands et francophones. Une fois les Verts débarqués en 2003, les deux camps (en fait il y en a quatre) ont pu maintenir une sorte de *modus vivendi* autour d'un partage rigoureux (et sans doute pas explicité comme tel par ses bénéficiaires) des chasses gardées. Aux libéraux, les mesures fiscales. Aux socialistes, la sécurité sociale. Or c'est ce partage qui explique le recul du solde primaire de la Belgique, qui empêche la Belgique de se préparer efficacement au défi du vieillissement et qui va sans doute imposer la question de l'emploi comme plat de résistance au menu de la prochaine coalition. Au moins sur ce point, l'Itinera Institute a raison. C'est en pensant d'abord à cet enjeu et à la manière de l'aborder de manière progressiste (c'est-à-dire à la fois dans une perspective d'innovation et de solidarité) qu'il faudra analyser les positionnements de chacun. ■